

En regardant ce qui s'est passé, nous constatons que les sociétés pétrolières et les gouvernements disaient qu'il fallait \$40 le baril pour pouvoir exploiter Hibernia. Un an plus tard, il suffisait de \$35. Il y a un an et demi environ, on évaluait le seuil de rentabilité à \$28 le baril. Plus tard on l'a abaissé à \$24 et l'autre jour il est descendu à \$24 le baril. Vous et moi, monsieur le Président, savons peut-être où est la vérité.

Le gouvernement de Terre-Neuve a déclaré que la suppression des subventions du programme d'encouragement du secteur pétrolier était une bonne idée, car les conservateurs auraient quelque chose de mieux lorsqu'ils seraient au pouvoir. Le manuel du parti conservateur disait qu'il y aurait plus d'argent disponible, grâce à la modification du régime fiscal et aux encouragements qu'il contiendrait. Lorsque l'Accord de l'Atlantique a été présenté et que le nouveau projet de loi a été déposé à la Chambre, le premier ministre de Terre-Neuve a dit que c'était un grand jour pour les habitants de sa province. Si vous êtes premier ministre ou ministre conservateur, vous ne pouvez jamais montrer votre désaccord en public.

Maintenant, bien sûr, les Terre-Neuviens connaissent la vérité. Ils l'ont lue dans les journaux, ils l'ont vue à la télévision et ils l'ont entendue à la radio. On leur a dit qu'il n'y aurait pas de forage. Le grand gouvernement conservateur avait promis aux sociétés pétrolières qu'il ne reviendrait pas sur son engagement. Celles-ci ont cru avoir la garantie que le programme de forage durerait de 1982 à 1987.

● (1550)

Nous sommes à présent témoins des conséquences des belles promesses qui ont été faites aux Terre-neuviens qui ont cru ce que leur disait le gouvernement. Je ne le leur reproche pas. Les campagnes menées par le premier ministre à la télévision et ailleurs sont on ne peut plus convaincantes.

**M. Tobin:** Étaient des plus convaincantes.

**M. Baker:** On croyait également aux paroles du premier ministre de Terre-Neuve. Il a été élu à trois reprises au moins en faisant campagne chaque fois sur la prospection sous-marine, le forage et la création d'emplois. Pourtant, nous savions, sans oser nous y opposer, que le programme était tout à fait erroné. Nous savions que Terre-Neuve exporte, et exporterait toujours, toutes ses matières premières.

Que propose donc de neuf ce projet de loi, si ce n'est d'empêcher toute prospection à Terre-Neuve? Nous exportons 80 p. 100 de notre poisson aux États-Unis; il est surgelé chez nous, mais dégelé chez nos voisins du Sud de façon à y favoriser la création d'emplois. C'est ce que nous avons toujours fait. Nous exportons la plupart de nos minéraux, de notre bois et de nos autres matières premières. C'est la même rengaine et les Terre-neuviens s'arrachent des emplois qui ne leur rapportent que \$200 par semaine. Puis le gouvernement de la province et sa contrepartie fédérale décident de supprimer le seul encouragement à la prospection sous-marine, et ils ratifient une entente en vertu de laquelle on ne procédera plus à la mise en valeur industrielle des ressources du plateau

*Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi* continental entourant leur province. Cette entente a été célébrée au champagne et passée pour une excellente affaire.

Eh bien, monsieur le Président, nous sommes ici pour vous dire que ce n'était pas une bonne affaire. Ce projet de loi n'est pas une bonne affaire. Le programme proposé par le gouvernement par le biais de ce projet de loi et des règlements connexes n'est pas une si bonne affaire que cela. Les Terre-Neuviens pensent à autre chose. Je vais vous dire à quoi. Ils pensent au jour où ils auront la possibilité de se débarrasser du gouvernement conservateur de Terre-Neuve et à celui, qui viendra je l'espère sous peu, où ils pourront réserver le même sort au gouvernement conservateur au niveau fédéral.

Je remarque que vous me faites signe qu'il ne me reste qu'une minute. Je suppose que les députés de Terre-Neuve retourneront à leur bureau dans quelques minutes, et commenceront à travailler sur les appels relatifs à l'assurance-chômage pour le week-end.

**M. Holtmann:** Ils iront plutôt au club de la presse.

**M. Baker:** Mon vis-à-vis ne comprend pas vraiment ce dont je parle, car il ne connaît pas les circonscriptions que nous représentons. Lorsque l'un de ses électeurs l'appelle au sujet d'un problème relatif à l'assistance sociale, il refuse peut-être de s'en occuper et demande à la personne d'appeler plutôt les bureaux du gouvernement provincial, dont la question relève. Or, le fait est, comme le député de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe le sait pertinemment, que c'est à nous qu'il incombe de se présenter devant les arbitres et les juges fédéraux au sujet d'appels relatifs à l'assurance-chômage. Les intéressés n'ont pas les moyens d'engager un avocat et l'assistance judiciaire n'est pas accordée dans ces cas-là. Ce sont nous qui recevons tous les jours des appels téléphoniques de gens qui n'ont obtenu que neuf timbres. Bien des députés ignorent ce que cela signifie, pas nous.

**M. Henderson:** Neuf timbres, neuf lettres.

**M. Baker:** Ils pensent que ce sont des timbres qui servent à affranchir les lettres. Il s'agit, bien entendu, de timbres d'assurance-chômage, comme vous le savez, monsieur le Président.

**M. McDermid:** Cette minute est très longue.

**M. Baker:** En fin de compte le gouvernement a trahi les travailleurs de Terre-Neuve et d'autres régions du pays, qui gagnent leur vie grâce aux forages sous-marins. Il a également trahi les espoirs et les rêves des Terre-Neuviens au sujet de la mise en valeur des gisements pétroliers sous-marins, pour bien des années à venir.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Des questions et des observations.

**M. Tobin:** Monsieur le Président, en tant que collègue et concitoyen terre-neuvien du député qui vient d'intervenir, je n'ai jamais entendu . . .

**M. McDermid:** Une société d'admiration mutuelle.